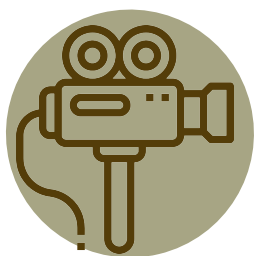
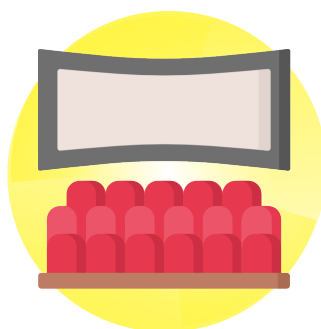


## LE CINÉMA EN AFRIQUE FRANCOPHONE



La Formation, un  
enjeu central



Les Exploitants  
africains



Le Financement du  
Cinéma



4 ENTRETIENS EXCLUSIFS

Steve Karl Munga, Berni Goldblat, Alex  
Moussa Sawadogo et Maïmouna N'Diaye  
répondent à nos questions !



# L'EDITO

L'année 2019 a marqué les 50 ans d'existence du FESPACO, le Festival Panafricain du cinéma et de la télévision. Une édition anniversaire qui a poussé les acteurs du milieu à s'interroger sur la situation actuelle du 7ème Art sur le continent, à réfléchir sur son avenir.

De la production à l'exploitation en passant par la diffusion, le cinéma en Afrique francophone semble depuis peu reprendre son souffle. Malgré une industrie encore très fragile, le manque de financement et les différents enjeux liés à la production locale, des initiatives se multiplient, des projets sont

mis en œuvre pour créer un écosystème favorable du cinéma sur le continent.

La création émerge et les salles obscures renaissent ... Porté par une jeune génération de cinéastes qui s'emparent des nouvelles technologies, le cinéma francophone africain montrent les premiers signes d'une renaissance. Les yeux rivés sur l'Afrique francophone, Adweknow dresse un état des lieux de la situation.

## Chiffres clés



### ENTRÉES



### PRIX DU TICKET



### NOMBRE DE PROJECTIONS

CANAL LYMPIA

560 000 en 2018

1500 FCFA

+ 8000



150 000 sur 2017-2018

7 - 10\$

2440

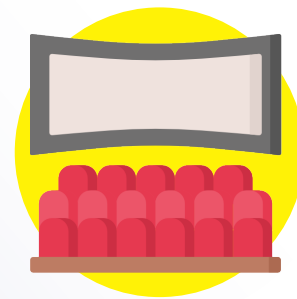


225 000 en 2018

Entre 4000 -  
5000 FCFA

# DOSSIER CINEMA

## LES EXPLOITANTS



### L'Afrique est en passe de renouer avec le cinéma

Les années 90 ont marqué la fermeture successive des différentes salles des grandes métropoles d'Afrique francophone privant ainsi les populations du 7ème art populaire. Cependant, depuis quelques années, les rénovations de salles et la création de multiplexes se multiplient sur le continent. Les différentes salles qui ouvrent leurs portes, font partie de réseaux africains à l'image des cinémas Majestic de Côte d'Ivoire ou de réseaux internationaux tels que CanalOlympia du français Vivendi.

### Les salles cinéma fleurissent en Afrique francophone

Le renouveau des salles de cinéma en Afrique francophone est porté par plusieurs acteurs. Aux salles de cinéma des Instituts français viennent s'ajouter des réalisations qui sont le fait d'initiatives privées offrant ainsi sur grand écran, de la culture et du divertissement à une classe moyenne et une jeunesse toujours plus importantes.

A échelle panafricaine, depuis 2016, CanalOlympia, a su déployé un réseau de 12 complexes à travers 7 pays d'Afrique francophone subsaharienne. CanalOlympia revendique aujourd'hui des salles de cinéma opérationnelles réparties entre la Guinée, le Cameroun, le Niger, le Burkina Faso, le Sénégal, le Bénin, le Gabon, le Congo Brazzaville et le Togo. Il propose une programmation diversifiée de films récents composée de blockbusters américains, grandes affiches françaises et films africains. La création de ce réseau s'inscrit dans la stratégie de Vivendi qui vise à renforcer sa présence sur des marchés en forte croissance où émerge une classe moyenne toujours plus consommatrice de contenus.

En Côte d'Ivoire, c'est le groupe Majestic qui entend démocratiser le cinéma sur le territoire. Depuis 2015, Majestic multiplie les ouvertures de salles dans le pays avec les complexes Ivoire, Sococé, Prima et depuis peu, le complexe Majestic de Yopougon. Et le nombre d'entrées des cinémas du groupe ne cesse d'augmenter chaque année. Un succès pour Majestic qui perçoit un réel engouement du public ivoirien pour la renaissance de l'exploitation du cinéma.

« Nous souhaitons que le cinéma en Côte d'Ivoire soit un divertissement accessible à tous. Nous souhaitons éduquer la génération qui n'a pas grandi avec le cinéma mais aussi celle qui a eu la chance de connaître la période glorieuse où les salles de cinéma pullulaient à Abidjan, à adopter ce loisir sain et l'intégrer dans leurs habitudes de consommation. » confie Nancy Aka, Directrice marketing et commercial des cinémas Majestic. Des perspectives positives pour l'exploitant qui comptabilise sur l'année 2018 près de 225 000 entrées (chiffre arrondi) contre 175 000 en 2016.

Gaumont Pathé, leader dans l'exploitation de salles de cinéma en France, sera également de la partie. Le premier complexe du groupe devrait être inauguré prochainement à Tunis tandis qu'un deuxième complexe se construit à Abidjan dans le centre commercial de Cap Sud, à Marcory. Un terrain aurait également été acheté du côté du Sénégal, à Dakar, pays également convoité par le géant français du 7ème Art.

A Dakar, l'année 2018 a également marqué l'ouverture du Complexe Sembène-Ousmane inauguré fin mars. Ce nouveau complexe a été initié par le groupe Saleh, investisseur sénégalais et promoteur du parc d'attraction MagiLand. Il s'articule autour de trois salles de cinéma comptabilisant 500 places au total avec une programmation axée sur le cinéma africain et international.

### Du côté de Kinshasa, le réseau Cinekin compte aujourd'hui trois salles de cinéma

De nouveaux projets sont également menés pour faire revivre le 7ème art sur le continent. Au Burkina Faso, pays phare pour son cinéma national au rayonnement panafricain, des initiatives sont prises pour rénover les salles d'autrefois. Un projet participatif a été mis en place depuis juin 2017 pour faire renaître le Ciné Guimbi, salle de cinéma disparue depuis 2003. C'est l'Association de Soutien du Cinéma burkinabè qui soutient le projet financé en partie par du Crowdfunding en vue de construire un complexe de deux salles de cinéma avec une capacité de 498 places.

## Des subventions publiques pour la réhabilitation de salles historiques

Pour beaucoup et notamment certains Etats, l'Afrique a besoin de salles de cinéma pour faire la promotion du cinéma africain et développer l'industrie. Les États participent eux aussi à la rénovation de salles de cinéma, en subventionnant notamment des initiatives privées. En Côte d'Ivoire, le Fonds de soutien à l'industrie cinématographique (Fonsic) contribue au développement d'une vingtaine de salles par le biais de subventions. Au Sénégal, le Fonds de promotion de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (Fopica) se consacre également au renouveau des salles locales. Le fonds a d'ailleurs accordé une subvention au projet de réhabilitation de la salle mythique « Vox de Ziguinchor ».

## Quelle place pour le cinéma africain dans les politiques de programmation ?

En Côte d'Ivoire, les cinémas Majestic suivent une politique de programmation « mixte ». Selon Nancy Aka : « *Nous donnons une place importante au cinéma africain, ivoirien en particulier. Dans notre programmation, nous avons des séances dédiées uniquement à l'Afrikfilm, car notre objectif n'est pas seulement de remettre le cinéma au goût du jour mais de promouvoir les œuvres locales afin de redynamiser l'industrie cinématographique ivoirienne.* »

Au sein du réseau Canalolympia, la programmation offre aux spectateurs principalement des blockbusters ainsi que des films nigériens. Selon Christine Pigeure, présidente et directrice générale du réseau : « *Les films issus du continent trouvent bien entendu leur place dans notre programmation. Jusqu'à présent nous avons pu constater qu'ils viennent en salle surtout pour voir du grand spectacle, pour se divertir, pour rire, pour vivre des émotions incroyables, pour en « prendre plein les yeux et les oreilles. Les blockbusters sont des valeurs sûres qui attirent le public dans les salles et font renaître la « sortie en salle ».*

Dans les trois salles du réseau Cinekin à Kinshasa, les congolais pourront profiter de la diffusion de films à succès. « *Notre stratégie initiale était donc axée sur la programmation et la diffusion de blockbusters qui peuvent plaire à tout le monde. Concernant le contenu africain, nous encourageons vivement et invitons toujours les producteurs à nous envoyer leurs œuvres, au respect de certaines conditions* », exprime Steve Karl Munga.

Le ciné Guimbi quant à lui, mettra l'accent sur une programmation plus africaine.

## Démocratiser le cinéma

L'essor du numérique, le développement de la VOD, la forte appétence de la population pour les programmes télévisuels ainsi que le piratage sont autant de facteurs qui conditionnent la réussite ou non des salles de cinéma qui renaissent sur le continent.

Au-delà des projections, l'équipe qui dirige le Ciné Guimbi ambitionne également d'organiser des rendez-vous privilégiés de partage culturel et d'éducation à l'image avec les Burkinabés pour éduquer la population et en particulier la nouvelle génération et lui redonner le goût du cinéma.

Au-delà des habitudes de consommation des films, un autre problème se pose : le prix d'entrée. Des tarifs que beaucoup jugent élevés au regard du pouvoir d'achat des populations en Afrique francophone. Les multiplexes seraient-ils réservés à l'élite des grandes villes africaines ?

Steve Karl Munga qui dirige le réseau Cinekin à Kinshasa confie : « *La majorité de la population active n'avait jamais connu de salle de cinéma. La plupart se demandait « pourquoi payer une place de cinéma quand je peux voir des films sur Canal+ ? ». Il a donc fallu faire de la pédagogie et pour cela, il apparaissait évident que nous devons cibler premièrement les amateurs de cinéma d'une classe plus aisée pour attirer ensuite l'ensemble de la population active et que l'on crée une tendance.* » Mais Cinekin devrait changer bientôt de stratégie. Une stratégie visant à s'adapter aux réalités en construisant des salles plus en phase avec le mass market.





# DOSSIER CINEMA

## LE FINANCEMENT



Du grand au petit écran, la réouverture des salles de cinéma, l'avènement de la TNT, la libéralisation et la croissance économiques, la montée en puissance de la classe moyenne ou encore le développement du digital multiplient les opportunités de développement pour la production africaine. Autant de perspectives qui laissent présager un avenir prometteur pour la production locale.

Pour le 7ème Art, le nerf de la guerre reste le financement qui impacte considérablement la filière cinématographique dans son ensemble et conditionne la création artistique. L'état providence dans l'industrie du cinéma en Afrique francophone fonctionne peu et ce, depuis des années. A cela s'ajoute la baisse des aides publiques de l'Etat français et la disparition dans les années 90 des salles obscures. Financer un projet cinématographique est donc à l'heure actuelle encore compliqué.

Une situation délicate qui pousse les acteurs de la filière à s'adapter, se réinventer et à redoubler d'inventivité pour trouver des sources de financement. Ils multiplient les initiatives pour accompagner le développement de la production sur le continent, soutenus par l'essor du numérique qui semble pouvoir offrir de nouvelles alternatives.

### Fonds publics soutiennent la production

Bien que les moyens manquent et que les subventions nationales et internationales décroissent, de nombreuses initiatives publiques, persistent pour soutenir la production cinématographique.

La coopération internationale soutient la production sur le continent et ce, de manière historique. Successeur du Fonds francophone de production audiovisuelle, le Fonds Image de la Francophonie créé en 1988 est un acteur historique dans les pratiques de financement du cinéma dans les pays francophones du Sud.

Mis en œuvre par l'OIF, ce fonds dispose d'un montant annuel d'au moins 900 000 euros répartis à parts égales entre cinéma et production audiovisuelle et permettant de financer une cinquantaine de projets par an. Le Fonds Image de la Francophonie, grâce à ce dispositif d'appui à la production, confie avoir généré environ 1600 productions depuis sa création.

Le CNC soutient également la production dans les pays du Sud et notamment sur le continent africain grâce à l'aide aux cinémas du Monde, une aide sélective réservée à des projets de long métrage de fiction, d'animation, ou de documentaire destinés à une première exploitation en salle de spectacle cinématographique. Au travers de cette initiative, le CNC mise également sur la coproduction en facilitant l'association des cinéastes et professionnels du monde entier.

En 2017, pour favoriser l'émergence de la jeune création cinématographique, le CNC associé à un réseau de partenaires, a lancé le premier fonds de soutien dédié à la jeune création dans les pays d'Afrique francophone subsaharienne et Haïti. Le CNC, associé à des partenaires tels que TV5Monde, France Télévisions ou encore Orange, cofinance et coordonne ce fonds qui s'adresse aux producteurs mais aussi aux acteurs et aux réalisateurs pour soutenir des projets de cinéma, séries audiovisuelles et contenus web.

Lancé en 2011 par le gouvernement ivoirien, le FONSIIC est un soutien financier public à l'ensemble de la chaîne du cinéma afin de soutenir le développement du 7ème Art en Côte d'Ivoire. Il fournit notamment des aides à la production cinématographique avec un budget initial de 500 millions de FCFA. Les films « Run » de Philippe Lacôte (2014) et Bienvenue au Gondwana de Mamane ont d'ailleurs bénéficié d'une aide du FONSIIC.

Au Sénégal, le soutien des pouvoirs publics à la production locale est incarné par le FOPICA. Depuis son lancement en 2002, le FOPICA a ainsi financé plus de 60 projets. Il a notamment soutenu le film *Félicité* du célèbre réalisateur Alain Gomis (Etalon d'or du Fespcao).

### Le financement « classique »

Au-delà de l'apport des pouvoirs publics, la production africaine francophone (télévision et cinéma) est soutenue par des chaînes de télévision à l'image de TV5Monde et des acteurs privés tels que CANAL+. Toutefois, pour le développement de la production locale, Alexandre Rideau, directeur de Keewu Production, confie : « *Tant que les chaînes locales ne seront pas en mesure de jouer le jeu, c'est à dire d'acheter/préacheter à un prix juste des productions locales, le financement demeurera une limite au développement de l'industrie. Si les seuls clients sont les chaînes de télévision panafricaines, d'origines françaises, francophones, chinoises ... Cela ne suffira pas à faire éclore une réelle production locale* ».

D'autres sources de financement intégrées dans les montages financiers des projets de production proviennent d'annonceurs privés ou d'investisseurs. Ces financements seront de plus en plus nombreux, à mesure que la qualité de la production continuera de croître.

### Les modes de financement du cinéma africain évoluent

#### La coopération cinématographique Sud-Sud

La nécessité de créer des réseaux, des structures communes, des lieux de rencontre et de partage pour initier des synergies et des rapports de coopération entre les membres de la filière et les Etats, se laisse observer.

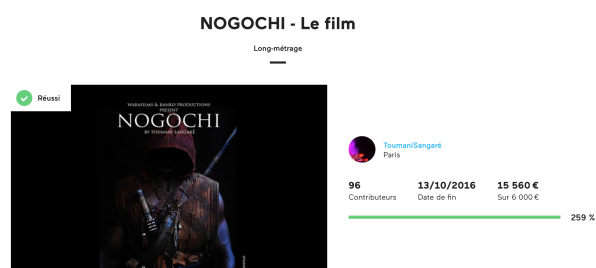
Sarim Fassi Fihri, directeur général du Centre cinématographique marocain, a des ambitions pour soutenir la production sur le continent en africain. Au-delà de la structure qu'il dirige, le directeur général pilote un projet de création d'un nouveau fonds panafricain de subventions dédié à la filière cinématographique. Ce fonds permettra de multiplier les accords de coproductions entre les pays africains et le Maroc afin d'accélérer la dynamique de production sur le continent.

Plus récemment, la Côte d'Ivoire à travers son Fonds de soutien à l'industrie cinématographique (FONSIC) et le Sénégal à travers le Fonds de promotion de l'industrie cinématographique et audiovisuel (FOPICA) ont joué la carte de la coopération en participant via les deux fonds, au co-financement du film "Atlantique" de la Sénégalaise Mati Diop. Le film était en lice pour la Palme d'or à Cannes fin mai dernier. Les deux pays engagés dans ce projet de film ont misé sur la coopération pour porter la voix du cinéma africain à l'international.

### Alternative 2.0

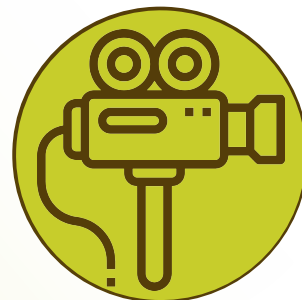
S'il existe de nombreuses pistes sur le financement « classique » de la production (chaînes de télévision, subventions, sponsoring, VOD etc.). L'arrivée des technologies numériques a considérablement modifié les techniques de diffusion, de promotion mais aussi de production. Les réalisateurs s'approprient le web pour trouver de nouveaux moyens de financer leur projet.

Les sites de financement participatif ouvrent une nouvelle voie au financement de la production. Bien qu'il ne concurrence pas le modèle de financement « classique » de production, le crowdfunding, facilité par l'essor du numérique, se démocratise de plus en plus dans la filière du cinéma en Afrique subsaharienne. En 2016, le réalisateur franco-malien Toumani Sangaré a d'ailleurs lancé une campagne de levée de fonds en ligne pour son projet de film d'aventure « Nogochi ».



# DOSSIER CINEMA

## LA FORMATION



Bien que la création cinématographique en Afrique francophone semble bercée par la dynamique actuelle, la formation des futurs talents de la filière cinématographique demeure un véritable enjeu pour la production locale.

En effet, l'heure est à la réflexion sur les capacités des pays africains francophones à professionnaliser leur industrie pour être au diapason de la nouvelle donne cinématographique et audiovisuelle. Pour cela, la transmission et la formation sont un enjeu crucial pour le développement du cinéma, de la production locale et l'émergence de nouveaux talents.

Les Etats doivent ancrer en Afrique-même la formation au cinéma et à l'audiovisuel. Pour Alexandre Rideau, directeur de Keewu Production, « *On a beau être talentueux et force de proposition, la formation est primordiale notamment lorsqu'il s'agit de compétences techniques.* » La formation est un défi mais plusieurs acteurs commencent à s'attaquer au problème : des centres de formation existent et d'autres vont se créer.

### L'enseignement aux métiers du cinéma

Une nouvelle génération s'intéresse de plus en plus aux métiers du cinéma et de l'audiovisuel, portés par l'ambition de créer des contenus conçus par et pour les Africains, de la fiction au documentaire, tout en véhiculant l'image de l'Afrique d'aujourd'hui, loin des clichés.

Pour les former aux différents métiers de la filière et répondre aux enjeux de sa professionnalisation, plusieurs écoles et centres de formation ont ouverts leurs portes dans les grandes villes d'Afrique francophone.

A l'image de l'Institut supérieur des métiers de l'audiovisuel au Bénin, l'institut Imagine fondé par le réalisateur burkinabé Gaston Kaboré en 2003 dédié à la formation initiale des métiers du cinéma ou encore l'ISIS à Ouagadougou, des centres existent et se créent pour former les jeunes pousses aux techniques du 7ème Art. Toutefois, le financement est aussi une problématique pour ces infrastructures.

### La formation sur le terrain

L'enjeu est de former encore et toujours plus les jeunes professionnels de demain qui feront grandir le secteur. Au-delà des écoles, la formation aux métiers du cinéma et de l'audiovisuel se fait également sur le terrain. En autodidacte, guidé par les nouvelles technologies du numérique ou au sein de sociétés de production qui intègrent en interne ou en externe des cursus de formation. Ces formations sont notamment soutenues par des acteurs privés tels que CANAL+ qui, engagé dans la production de contenu africain, souhaite contribuer au développement des métiers de l'audiovisuel et du cinéma. La société de production togolaise YoBo Studio réputée pour les séries Zem et Hospital IT et qui produira bientôt du long-métrage, a initié des ateliers de formation au métier d'acteur studio ou encore de scénariste.

### Le Ouaga Film Lab

Ouaga Film Lab est un laboratoire de développement et de coproduction de projets cinématographiques qui favorise des rencontres entre experts et jeunes talents du continent africain et la mise en réseau de talents d'Afrique avec des réseaux professionnels du reste du monde. Un vaste réseau créé pour renforcer les capacités des jeunes pousses par la formation, le coaching aux métiers du cinéma.

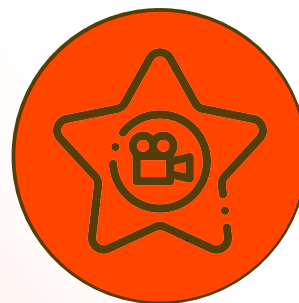
### L'avenir numérique

La révolution numérique qui gagne le continent change la donne et modifie le cadre de la formation professionnelle. Profiter du numérique pour développer la formation aux métiers du cinéma apparaît comme une alternative pleine de promesses. En ce sens, l'Académie franco-anglophone des arts audiovisuels et du cinéma offre une plateforme de formations en ligne qui ambitionne de couvrir tous les métiers de l'audiovisuel en Afrique francophone. Pour Olivier Pascal, Directeur général de LAFAAAC : « De toutes les révolutions numériques, celle du e-learning est sans doute l'une des plus structurantes pour l'Afrique. L'enseignement en ligne permettra de former les millions de professionnels du cinéma et de l'audiovisuel dont le continent a besoin pour prendre en main son développement. »



# DOSSIER CINEMA

## Visibilité et reconnaissance



Au-delà de la production cinématographique ou encore de la distribution, l'enjeu du 7ème Art africain porte sur la visibilité et la reconnaissance de ses expressions sur la scène internationale. Une condition indispensable pour l'exportation des œuvres locales et le développement durable de la filière cinématographique.

Le cinéma africain souffre depuis longtemps d'un manque de représentation de ses contenus. Malgré tout, des talents émergent, participent à la promotion des œuvres locales et font rayonner le cinéma au-delà des frontières.

### Mati Diop, Grand Prix à Cannes.

Cette année le Festival de Cannes a sacré l'Afrique. Deux cinéastes originaires du continent ont brillé dans le palmarès de cette 72ème édition. Mati Diop, réalisatrice franco-sénégalaise, qui a choisi de présenter son film « Atlantique » sous le nom de l'Afrique et Ladj Ly, franco-malien, primé pour son film « Les Misérables ».

Face à des mastodontes du cinéma tels que Quentin Tarantino, Terrence Malik ou Pedro Almodóvar, Mati Diop s'est vue remettre le Grand Prix du Jury pour ce premier long-métrage qui rend hommage aux migrants qui décident de quitter leur pays, en quête d'un avenir meilleur.

Pour Maimouna N'Diaye, comédienne, réalisatrice et membre du grand jury du Festival de Cannes, ces deux récompenses représentent « Quelque chose de très fort et de symbolique, qui va permettre que les regards se portent davantage sur le cinéma africain qui manque de visibilité. Cela permettra aux cinéastes africains qui se battent, d'exister. »



### Faire émerger les talents du cinéma africain.

Pour cette édition, les talents du 7ème Art africains ont également eu l'opportunité de présenter leurs projets grâce au Pavillon des Cinémas d'Afrique et des Caraïbes. Un volet professionnel organisé par l'Agence Culturelle Africaine qui a permis de mettre en lumière le potentiel du continent en matière de création cinématographique.

### De la Croisette au Fespaco, la voix des cinéastes africaines s'est faite entendre.

Le FESPACO, présenté comme la voix du cinéma panafricain, a fêté cette année son 50ème anniversaire. Une édition organisée autour de la thématique « Mémoire et avenir des cinémas africains ». Et quand on parle d'avenir, on se doit de parler des femmes. Bien qu'elles soient de plus en plus représentées dans la sélection officielle du Festival, très peu sont celles qui parviennent à obtenir des récompenses. En 50 ans de Fespaco, aucune femme n'a remporté l'Étalon d'Or du Yennenga, le prix d'excellence

Pour une meilleure représentation des femmes dans l'univers du cinéma mondial, un mouvement a été créé à l'occasion du festival, le mouvement #WeareYennenga. Initié lors de l'Assemblée des Yennenga, une rencontre des cinéastes africaines organisée en février 2019 par Fatou Kendé Senghor, ce mouvement entend renforcer la visibilité des femmes dans le cinéma et dénoncer les abus et violences dont elles sont victimes. Les voix se sont ainsi levées pour faire entendre les difficultés que connaissent les femmes dans le milieu du cinéma. Absence de films, absence d'accompagnement, de moyens financiers et de reconnaissance, les femmes peinent à vivre de leur talent et à faire connaître leurs œuvres. Une problématique globale dans laquelle les cinéastes africaines se retrouvent.



# ENTRETIEN AVEC Alex Moussa Sawadogo Ouaga Film Lab



Alex Moussa Sawadogo, Burkinabé d'origine, a initié il y a quatre ans le collectif Génération Film. Une société collective de production cinématographique et audiovisuelle, de communication et de consulting. Elle est composée de réalisateurs, producteurs et de professionnels du cinéma et participe à l'incubation des projets cinématographiques par l'application des méthodes alternatives de gestion, de production, de marketing et de diffusion dans les pays du Sud. Elle établit aussi la mise en réseau des professionnels du cinéma et de l'audiovisuel avec les acteurs du tissu économique et industriel mais aussi avec les institutions nationales et internationales.

## **Pouvez-vous nous présenter le projet Ouaga Film Lab ? le projet se décline en version dédié aux producteurs ?**

A travers le collectif Generation Films, nous avons choisi de lancer le projet Ouaga Film Lab en 2016. Nous avons constaté que tous les professionnels du milieu du cinéma et de l'audiovisuel initiaient de nombreux projets sur le continent. Malgré leur volonté et leur motivation, ils sont tous confrontés à des problèmes comme des problèmes de gestion, car les profils et les compétences sont bien différents.

Nous avons donc choisi de nous unir pour faire changer les choses sur le continent.



Unir nos forces et nos compétences pour répondre aux différentes problématiques de la filière du cinéma, de la gestion au financement en passant par la programmation, réalisation. L'idée c'est de voir comment ensemble, on peut mettre en place des projets en commun.

## **Qu'est-ce qui a motivé le lancement d'une telle initiative ?**

Le Ouaga Film Lab a été créé suite au constat de la situation cinématographique sur le continent africain voire mondiale. Nous avons constaté qu'il devenait de plus en plus difficile pour le développement d'un projet, d'accéder à des sources de financement.

Pour les jeunes talents du milieu du cinéma, ce sont souvent des jeunes qui n'ont pas eu la chance d'étudier dans des écoles de cinéma et qui ont du mal à trouver des financements.

Les films africains présentés n'ont pas la chance d'être aussi compétitifs au regard de films réalisés en Europe ou en Asie. Nous avons donc décidé de créer un laboratoire sur le continent pour premièrement, identifier les talents et deuxièmement, rendre leurs projets compétitifs dans l'espoir d'attirer des financements en provenance du Sud mais également du Nord. L'idée était aussi de créer une plateforme pour réunir les jeunes talents et l'ancienne génération de professionnels du cinéma issus du continent ou d'ailleurs afin que les nouveaux puissent bénéficier de leur expertise et créer des synergies. Cela permet de créer une coopération Sud – Sud. Une initiative africaine en accord avec les standards internationaux.

Nous savons que dans le Nord, les principales subventions et fonds créés pour le cinéma proviennent de festivals ou de structures étatiques. Mais ici, en Afrique, on sait comment ça se passe. Nous ne voulons pas attendre l'intervention des Etats pour mettre en place quelque chose. Nous voulons agir maintenant.



### Où en êtes-vous de l'appel à projet ?

Nous avons lancé notre 4ème édition. L'appel à projets est en cours. Les candidats ont jusqu'à la fin du mois de juin pour soumettre leur candidature. Chaque année nous sélectionnons 10 projet pour le Ouaga Film Lab et 5 projets pour le Ouaga Producer Lab. Au-delà de l'Afrique de l'Ouest, nous avons étendu notre appel à projets à l'Afrique Centrale. Le Sénégal, le Burkina Faso et le Mali sont généralement plus représentés dans les candidatures même si cette année avec l'ouverture à l'Afrique Centrale, nous attendons une grande participation du Rwanda.

### Avez-vous également une activité dédiée à la recherche de financement pour ces projets ?

Au-delà du mentoring, l'une de nos principales activités est dédiée à la recherche de financement. Pour cela, nous essayons de faire venir des producteurs du Nord, des fonds de financement d'Europe. Les porteurs de projets, malgré l'essor du numérique et des moyens de communication, ont souvent du mal à identifier les aides et subventions qui existent. Nous essayons donc de les éclairer sur les possibilités qui s'offrent à eux.

Nous avons aussi une déclinaison dédiée à la production pour remédier aux différents problèmes que connaît le secteur sur le continent. Force est de constater que nous n'avons pas assez de producteurs sur le continent capables de mener à bien toutes les étapes d'un projet. Beaucoup d'entre eux sont d'ailleurs multi-casquettes et interviennent à la fois sur la réalisation, la production voire la diffusion. De nos jours, nous ne pouvons plus incarner tous les métiers, il faut professionnaliser le secteur par le développement de la formation. Et c'est ce que nous voulons faire, grâce à cette initiative

Nous espérons pouvoir trouver les financements nécessaires au développement des projets cinématographiques que nous sélectionnons et qui, grâce à notre incubateur, pourront être compétitifs, être présentés à l'international et diffusés en salles. Nous assistons à la réouverture de salles de cinéma en Afrique francophone mais j'espère qu'elles ne seront pas réservées à une clientèle aisée, qu'elles correspondront aux conditions sociales des populations et qu'elles diffuseront des films africains pour accroître la visibilité du cinéma en provenance du continent.

### Quels sont les enjeux de la formation aux métiers du cinéma en Afrique francophone ? Qui sont les formateurs ?

Les enjeux de la formation sont multiples pour la filière cinématographique, et ce, pour tous les métiers de la fabrication d'un film. Mais je pense que la question de la réalisation aujourd'hui en Afrique n'est plus vraiment un problème. Nous avons longtemps abordé le sujet de la formation ce qui a entraîné la création de nombreuses écoles de cinéma au Bénin ou au Burkina Faso par exemple. Le savoir-faire des réalisateurs est bien présent mais la production notamment pâtit encore du manque de formation.

Le réseautage est aussi fondamental. Le cinéma est un grand marché, nous devons rencontrer, échanger, collaborer pour œuvrer ensemble à la professionnalisation de la filière et accroître sa visibilité et sa représentation aux festivals.

Le financement est aussi le talon d'Achille de la filière. Nous avons mis l'accent sur la formation et la construction d'infrastructures en délaissant le financement. Aujourd'hui les sources dépendent des pays du Nord dont la France mais je suis persuadé que le continent africain a le potentiel de créer des fonds pour soutenir le développement du cinéma. Malheureusement, il en résulte un manque de volonté et d'ambition de la part des gouvernements à ce sujet-là.





# ENTRETIEN AVEC Berni Goldblat Président Association de Soutien au Cinéma du Burkina Faso



Berni Goldblat, suisse et burkinabè de nationalités, est cinéaste. Au-delà de ses activités de réalisateur et producteur, il est le président de l'Association de Soutien du Cinéma au Burkina Faso qui porte le projet de réhabilitation du Ciné Guimbi, au Burkina Faso. Depuis 2012, grâce à cette association, il pilote le projet de renaissance de cette salle de cinéma historique qui ouvrira ses portes en novembre 2019.

## Qui pilote le projet du Ciné Guimbi ?

C'est l'Association de Soutien du Cinéma au Burkina Faso qui compte une vingtaine de membres sur place, et plus de 300 membres bienfaiteurs de par le monde, essentiellement issus du milieu du cinéma. A mon arrivée dans l'Association, nous avons pu consolider le projet, se constituer un réseau international à travers les festivals, des réalisateurs, des cinéastes. Nous allons notamment assister au Festival de Cannes pour faire le plaidoyer de notre projet directement auprès des acteurs du milieu et renforcer le soutien à l'international.

## Qu'est ce qui a motivé sa réhabilitation ?

L'ancien Ciné Guimbi était une salle construite en 1957 et qui a fermé ses portes en 2005. L'idée est de faire renaître ce cinéma en plein cœur du quartier populaire de Bobo Dioulasso.

Nous souhaitons aller au-delà de la simple salle de cinéma et créer un véritable hub culturel. Ce miniplexe de deux salles sera associé à un espace bar/restaurant, des bureaux ... Le cinéma sera l'élément central mais nous souhaitons développer des activités annexes importantes. Nous organiserons des ateliers de formation, des séances d'écriture, des activités de conseil autour d'une pépinière d'entreprises conçue pour les associations et acteurs culturels qui souhaitent renforcer leur activité. Nous développerons également des activités liées à l'éducation à l'image dédiée aux élèves et aux enfants.

## Où en êtes-vous concrètement ?

Comme je viens de le dire, le Ciné Guimbi sera, à terme, composé d'un miniplexe de deux salles de cinéma (174 places et 324 places) ainsi qu'un hub culturel. Le projet se développe en deux phases : nous allons ouvrir prochainement la salle de 174 places ainsi que le hub culturel en général. Pour la grande salle de cinéma, nous avons créé une salle éphémère en plein air de 300 places en attendant son ouverture finale.

## Quelles ont été vos sources de financement ?

Les sources de financement sont multiples. Depuis le début du projet et jusqu'à aujourd'hui, nous avons une première source de financement qui nous vient de l'achat de sièges qui porteront le nom de l'acheteur. Nous avons ensuite mené une campagne de Crowdfunding, via la plateforme Ulule, qui nous a permis de lever 55 000 euros. Nous avons également commercialisé des produits dérivés. Nous avons ensuite bénéficié de fonds publics en provenance notamment de l'Etat du Burkina, de la Belgique, de la Suisse et de la France. Dernièrement, nous avons eu la confirmation d'un fonds important de l'Union Européenne avec l'appui de l'AFD. Une annonce qui a été faite à l'occasion du dernier FESPACO et qui nous a permis d'annoncer l'ouverture d'une partie du projet.

## Quelle sera votre politique de programmation ?

Notre politique de programmation sera axée majoritairement sur les films africains, à hauteur de 60%. Nous aurons ensuite une fenêtre sur les cinémas d'ailleurs car une salle de cinéma se doit d'être un pont vers les autres cultures. Nous miserons alors sur le cinéma international et notamment francophone ainsi que sur les blockbusters. Cette programmation sera complétée par un volet d'éducation à l'image intégrée aux programmes scolaires et dédiée à la jeune génération.



## Comment comptez-vous inciter la population et surtout à la jeune génération, à venir assister aux projections ?

Nous avons installé ce projet au cœur de la ville de Bobo-dioulasso, dans un quartier populaire. Nous souhaitons redonner vie au 7ème Art dans cet endroit où la population est privée de films depuis 2005. Au-delà des projections, nous souhaitons créer un véritable hub culturel, un lieu de vie pour la population.

Pour que la population et particulièrement la jeune génération renouent avec le cinéma, nous allons développer plusieurs activités culturelles.

Nous le constatons, la question qui se pose est commune à tous les pays : comment attirer une jeune génération bercée par internet, sevrée de contenus en ligne dans les salles de cinéma ? je pense que l'un n'exclut pas l'autre : on peut consommer du contenu en ligne tout en prenant du plaisir à aller voir un film au cinéma et acheter un DVD pirate. Tout cela n'est pas incompatible et je pense que les salles de cinéma auront pour force, de pouvoir attirer la population autrement que par des films. Le cinéma doit être un lieu d'éducation à l'image mais aussi de sensibilisation à l'image puisqu'à l'ère des Fake News et de la diffusion de tous types de contenus, il est important de permettre aux jeunes de déchiffrer le son et l'image de la meilleure manière que possible.

## Comment percevez-vous le développement de Canal Olympia sur le continent, l'ouverture des cinémas Pathé Gaumont au Maghreb et prochainement à Abidjan et Dakar ?

Je suis toujours ravi à l'idée qu'une salle de cinéma ouvre sur le continent. Je pense qu'il y a de la place pour de

nombreux acteurs. Nous ne faisons pas la même chose, nous pouvons cohabiter et au contraire, je pense que nous sommes complémentaires.

Avec le Ciné Guimbi, nous miserons plus sur un format hybride : une salle de cinéma dans un hub culturel, une programmation axée sur les films d'auteurs mais également des films internationaux ... Nous souhaitons créer un lieu de vie au-delà du cinéma. Je pense que l'objectif n'est pas de se faire de l'ombre mais ce qui nous réjouit évidemment dans la profession c'est que, si ces groupes ont choisi de s'implanter sur le continent, cela veut dire que c'est rentable, que nous avons raison de nous lancer sur cette voie et que nous ne sommes pas de simples rêveurs.

Je pense aussi qu'il faut que des initiatives privées voient le jour en Afrique et je suis optimiste concernant le développement des salles de cinéma sur le territoire.

D'ailleurs, nous avons créé un réseau, au mois de février dernier, qui s'appelle le REDA (Réseau des Exploitants et des Distributeurs Africains) dont le siège est à Dakar et qui regroupent pour le moment 18 salles de cinéma entre Dakar, Abidjan, Bamako, Ouagadougou, Ndjamenas ...

L'idée est d'avoir pour la première fois, un vrai réseau de salles de cinéma. Un réseau fédéré où l'on peut mener une politique commune de diffusion. A savoir, sortir des films en même temps, dans les mêmes périodes, avec une même bande-annonce, assurer un même minimum garanti pour les ayants-droits ... Nous comptons parmi les membres, les cinémas Majestic ou encore le Normandie à Ndjamenas ...

L'idée c'est de pouvoir se positionner vis-à-vis de ses grands groupes mais également de répondre aux enjeux de la formation dans la filière à travers des formations aux métiers d'exploitants ou encore de distributeurs.



# ENTRETIEN AVEC Steve Karl Munga Cinekin



## Quel est votre parcours ?

J'ai aujourd'hui 34 ans. J'ai quitté le Congo très jeune et ai vécu toute ma vie en France et en Belgique. Après des expériences professionnelles chez Accenture ou encore au sein du groupe SNT, je suis devenu entrepreneur en Belgique, dans le milieu de l'événementiel. J'ai décidé en 2016, de m'installer au Congo où j'ai lancé CINEKIN.

## La première salle CINEKIN a été inaugurée en 2017, qu'est ce qui a motivé sa création ? Quel bilan pouvez-vous faire aujourd'hui ?

Lorsque je suis arrivé, j'ai constaté que la seule façon pour la population de regarder des films, c'était de l'acheter en DVD dans une qualité médiocre (screener). C'est comme ça que les gens ici au Congo regardaient des films et qui plus est, sur mobile. Malgré une population de 12 millions d'habitants, aucune salle de cinéma n'avait ouvert dans le pays. Il y a eu effectivement des lieux dédiés à la projection de films mais pas de réelles salles de cinéma comme on l'entend en Europe. En tant que passionné, j'ai donc décidé de relancer le cinéma, d'amener le 7ème Art à la population congolaise. J'ai voulu construire un lieu où les familles pouvaient venir s'y divertir, apprendre, se cultiver. J'ai donc créé CINEKIN.

## Le réseau Cinekin est aujourd'hui constitué de trois salles de cinéma. Quels en sont les chiffres de fréquentation ? Quel est le profil de fréquentation ?

La première salle a été inaugurée en décembre 2017. Si l'on veut faire un bilan, nous avons vendu en 2 ans plus de 150 000 places de cinéma. Nous sommes aujourd'hui les leaders sur le marché congolais mais également les pionniers en matière de complexes cinématographiques. Nous étions les premiers à construire un complexe cinéma dans toute l'Afrique francophone subsaharienne.

D'un point de vue stratégique, quand nous avons lancé CINEKIN, nous voulions d'abord toucher les

connaisseurs, cette partie de la population déjà férue de cinéma. Il nous paraissait plus facile de vendre un concept de salle de cinéma à des gens qui aiment le cinéma.

La majorité de la population active n'avait jamais connu de salle de cinéma. La plupart se demandait « pourquoi payer une place de cinéma quand je peux voir des films sur Canal+ ? ». Il a donc fallu faire de la pédagogie et pour cela, il apparaissait évident que nous devons cibler premièrement les amateurs de cinéma pour attirer ensuite l'ensemble de la population active et que l'on crée une tendance. Ces « connaisseurs » faisaient partie de la diaspora, des expatriés, des cadres, ceux qui avaient l'opportunité de voyager et qui dans l'ensemble, connaissaient le cinéma. Mais aujourd'hui, nous voulons modifier notre stratégie.

## Avez-vous d'autres projets d'ouverture de salles de cinéma ?

Nous travaillons sur un nouveau projet, un nouveau concept de salles de cinéma qui va nous permettre d'adapter davantage notre offre à la population active. Nous parlons ici de salles de cinéma avec un modèle économique, en termes de prix et de design, beaucoup plus adapté au mass market.





## Quelle place occupe la diffusion de contenu africain dans votre politique de programmation ? Quels genres de films ont-ils le plus de succès ?

Chez Cinekin, notre mission est d'offrir la meilleure expérience cinématographique possible à la population mais notre vision, c'est de bâtir une industrie du cinéma en RDC et pour cela, il faut que les gens aiment le cinéma. Pour qu'ils aiment le cinéma, il faut des salles de cinéma et programmer des films qu'ils veulent voir. Notre stratégie initiale était donc axée sur la programmation et la diffusion de blockbusters qui peuvent plaire à tout le monde. Nous voulions faire en sorte que les congolais aient une expérience exclusive du cinéma, avec des films à succès et des sorties en salles en même temps que les Etats-Unis.

Concernant le contenu africain, nous encourageons vivement et invitons toujours les producteurs à nous envoyer leurs œuvres mais pour cela, il faut respecter une condition fondamentale : ces films ne peuvent être sortis en dehors de l'Afrique avant la RDC. Nous voulons offrir aux congolais une expérience cinématographique au même moment que l'international car nous devons respecter la programmation mondiale.

## De nouvelles salles de cinéma se construisent un peu partout en Afrique francophone subsaharienne. Comment voyez-vous cette multiplication de salles de cinéma ?

Je vois ce renouveau des salles de cinéma à la fois comme une opportunité et comme une menace.

L'arrivée de plusieurs acteurs sur le marché sera une opportunité dans la mesure où cela permettra de créer davantage de collaborations. A Paris, il y a 433 salles de cinéma. Si une salle a un problème avec un film, les 432 autres salles peuvent le sauver. Ici, nous sommes isolés, la moindre difficulté peut nous impacter.

Cela peut aussi constituer une menace, si un dumping se produit. C'est donc au gouvernement de prendre ses responsabilités et de réguler le marché. Les sociétés qui ne sont pas africaines, ne peuvent pas venir ici et proposer des prix qui ne sont pas en accord avec le reste du marché, au détriment des autres acteurs implantés. Si les salles et les acteurs continuent de se multiplier, il faudra que le gouvernement ait un rôle de régulateur et qu'il ne privilégie pas davantage des sociétés étrangères au détriment des sociétés locales.

Au-delà de l'économie et du politique, ce renouveau des salles de cinéma me motive car cela veut dire que nous sommes sur la bonne voie. La venue de grands acteurs sur le continent ne peut être que de bon

augure. Cela va stimuler la production locale, pousser les acteurs du milieu à s'améliorer, de pousser vers l'extraordinaire pour faire face à la concurrence.

## Quel rôle joue aujourd'hui l'Etat dans le développement du cinéma ?

Aujourd'hui, nous ne sentons pas encore de prise de conscience et d'implication de la part des gouvernements dans le développement du cinéma africain. Mais c'est tout simplement car aujourd'hui, les salles de cinéma sont encore trop peu nombreuses.

Nous aurons besoin de l'aide de l'Etat notamment pour ce qui est de la création de salles de cinéma, la formation, des aides à la production. Il faut prendre conscience que le cinéma permet de faire la promotion d'un pays à l'international, il est le miroir d'un pays et d'une société. Il est donc nécessaire de le soutenir. Aujourd'hui, l'Afrique pâtit de cette mauvaise représentation alors qu'il existe tellement de choses positives qui se créent sur le continent. L'industrie du cinéma doit se développer localement pour refléter cela. Le cinéma est également très bon pour l'économie d'un pays, il suffit de regarder l'Afrique du Sud et le Nigéria qui aujourd'hui, pèsent dans l'industrie du cinéma sur le continent. Le cinéma peut contribuer au bien-être d'un pays et de sa population puisqu'il est un outil permettant d'éduquer les populations, de se divertir et de rassembler.

## Est-ce que vous pensez que le renouveau des salles de cinéma peut accompagner le développement du cinéma africain ?

Oui car dans d'autres pays, l'une des principales sources de financement des producteurs demeure liée aux recettes perçues grâce aux salles de cinéma. En Afrique francophone, nous multiplions les producteurs mais pas les salles de cinéma et cela est négatif à mon sens. Plus on ouvrira de nouvelles salles de cinéma plus il y aura de points de contacts entre l'offre et la demande et plus les producteurs pourront vivre de leur métier. Grâce à un réseau solide de salles de cinéma, les producteurs pourront déjà gagner en notoriété localement puis s'exporter à l'international. Ainsi, nous pourrions accompagner le développement de l'industrie du cinéma sur le continent sans dépendre des blockbusters américains. Nous devons créer les infrastructures nécessaires pour que le cinéma africain fleurisse sur le continent premièrement et en bonus, à l'étranger.

## ENTRETIEN AVEC Maimouna N'Diaye Réalisatrice



Maimouna N'Diaye est comédienne, réalisatrice et animatrice. Elle passe 10 ans en Côte d'Ivoire où elle travaille en tant que comédienne au théâtre Ymako Teatri. Un théâtre de sensibilisation porté par l'ambition de faire changer les mentalités sur des problématiques de santé et de vie sociale. Par la suite, elle commence la réalisation de documentaires en Côte d'Ivoire. En 2005, elle choisit de s'installer au Burkina Faso pour continuer ses activités de comédienne, au cinéma et au théâtre. Elle est également animatrice à la télévision. Parmi ses distinctions, elle reçoit en 2015 le Prix de la meilleure interprétation féminine pour L'Œil du cyclone au Fespaco.

Aujourd'hui, elle se consacre notamment à la réalisation de documentaires sociaux, notamment sur les femmes et les enfants. Le dernier en date s'intitule « Le fou, le génie et la sage », un documentaire sur la problématique de la santé mentale en Afrique.

**A quelques jours de la clôture du Festival de Cannes, pour lequel vous étiez membre du jury, quelles sont vos impressions ? votre ressenti ?**

C'était une très belle expérience. Après m'avoir annoncé que je participerai au grand jury du Festival de Cannes, j'ai suivi une semaine de préparation à Ouagadougou. Ces deux semaines passées à Cannes ont été une expérience extraordinaire. Je regardais toujours le festival un peu de loin, comme tout le monde je pense, et là je suis arrivée à Cannes par la grande porte. Une très belle expérience. J'ai été très honorée, fière et heureuse de représenter par ma petite personne le continent africain, de représenter le cinéma africain ainsi que les femmes cinéastes africaines et les femmes en général qui se battent chaque jour.

**Le film « Atlantique » de la réalisatrice Mati Diop a été récompensé du Grand Prix, une belle reconnaissance. Le cinéma africain souffre encore d'un manque de visibilité mais des talents émergent. Qu'en pensez-vous ?**

En tant que nièce d'un grand cinéaste africain, Djibril Diop Mambety, et fille d'un grand musicien, je pense que Mati Diop avait quelque chose de lourd sur ses épaules en participant au Festival de Cannes. Elle a représenté une belle production sénégalaise et a choisi de présenter son film sous le nom du continent africain. Quelque chose de très fort et de symbolique et qui va permettre que les regards se portent davantage sur le cinéma africain qui manque de visibilité. Cela permettra aux cinéastes africains qui se battent, d'exister. Le film de Ladj Ly s'est démarqué également. Il est un réalisateur franco-malien proche des réalités de la région dans laquelle il vit et parle d'un sujet qu'il connaît très bien. J'espère que ces deux récompenses, ces deux reconnaissances permettront de booster de changer l'image que l'on peut avoir du cinéma africain.

**La production locale se développe de plus en plus, les salles de cinéma renaissent ... On perçoit un renouveau du 7ème Art en Afrique, quel regard portez-vous sur cela ? Comment le cinéma a-t-il évolué ?**

Au niveau des télévisions, il est vrai que grâce à l'essor du numérique, les jeunes se sont beaucoup lancés dans le cinéma car effectivement, c'est plus facile. C'est vrai que c'est plus facile avec le numérique mais il ne faut pas que les jeunes tombent dans le piège en faisant des films sans forcément prendre le temps.

Il faut que ces jeunes talents prennent le temps d'écrire leur histoire, de bien ficeler un scénario, de bien travailler avec les acteurs et de bien préparer leur film. Tout ce qui fait qu'un film puisse se faire, il faut bien le travailler. Faire un film, ça prend du temps. Je pense aussi que ces films et ces histoires racontées doivent parler à tout le monde pour être compris. Je pense que dans ce sens-là, les films de Mati Diop et de Ladj Ly traitent de thématiques qui peuvent être comprises à la fois sur le continent et en Occident. La jeune génération de cinéastes doit comprendre que le cinéma peut effectivement partir d'histoires personnelles mais se doit d'être universel à partir d'histoires qui peuvent être comprises de tous, qui touchent et qui font réfléchir le plus grand nombre. Des histoires qui donneront envie aux gens de s'intéresser et d'aller voir ce qu'il se passe de l'autre côté.

### **Quelles sont encore les obstacles ? Que faudrait-il faire pour encourager le développement du cinéma en Afrique francophone ?**

L'argent demeure encore le nerf de la guerre. Faire un film est encore très compliqué. Cela demande beaucoup d'investissements humains d'abord, et financiers ensuite. En Afrique, il faut que nos dirigeants comprennent qu'investir dans le cinéma c'est important. Le cinéma est une vraie industrie et nos Etats doivent le comprendre. Un film c'est une équipe de personnes qui travaille, c'est une identité que l'on peut montrer, exporter et partager. C'est également une culture que l'on vend. En ce sens, nos Etats devraient se sentir plus concernés et ne pas mettre la culture en bas de l'échelle des priorités. Bien évidemment, il y a d'autres priorités en Afrique et notamment lorsqu'il s'agit du domaine de la santé mais la culture et son développement peuvent aider à répondre à d'autres enjeux, à sensibiliser. Concernant les jeunes talents, je tiens à dire qu'il faut tenir bon et ne rien lâcher.

### **Quelle est la suite de vos projets ?**

Je vais continuer mes activités de comédienne et de réalisatrice et mettre également mon énergie dans la réalisation d'un projet qui me tient à cœur. Il s'agit de la création d'une association, Maimundi, pour venir en aide aux enfants trisomiques et autistes. Un centre qui permettra de venir en aide à ces enfants grâce à des activités culturelles telles que le théâtre, le cinéma et les arts en général avec pour ambition de changer les mentalités.

